

Quelles conséquences pour le Coton ?

Cuelle désillusion pour les pays en voie de développement. Le 24 juillet, à Genève, en Suisse, "le Groupe des Six" (Australie, Brésil, États-Unis, Inde, Japon, Union européenne) n'est pas parvenu à s'entendre sur le *round de Doha* de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Lancé en 2001 dans la capitale du Qatar, ce cycle visait à libéraliser les échanges et à mettre en place un nouvel ordre commercial mondial plus équitable.

L'échec des négociations est essentiellement dû à un désaccord de fond entre les grandes puissances sur le dossier agricole. Au cœur de la discorde : les dizaines de milliards de dollars de subventions que les pays riches versent à leurs agriculteurs. Les États-Unis affirment que l'UE voulait continuer de protéger "95 % à 98 % de son marché". Faux, rétorque Bruxelles, qui accuse Washington de n'avoir présenté "aucune nouvelle offre" pour diminuer les soutiens internes à ses agriculteurs. Les ONG regrettent cette suspension qui favorise de fait le statu quo. L'accord en discussion comportait en effet plusieurs avancées réclamées depuis longtemps par les pays pauvres, comme l'élimination des subventions aux exportations agricoles à l'horizon 2013, et un "paquet" de mesures en faveur des Pays les moins avancés (PMA), dont 97 % des produits devaient pouvoir entrer sans droits de douane sur les marchés des pays développés. Le 24 juillet, le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, a proposé que ce "paquet PMA" soit séparé du reste de la négociation et entre immédiatement en vigueur.

Première victime

Le secteur du coton est l'une des premières victimes de cet échec. En effet, en mai 2003 déjà, le Bénin, le Tchad, le Mali et le Burkina Faso (le C4) avaient déposé au Secrétariat de l'OMC un projet visant à diminuer les effets de distorsion des échanges. Ils y proposaient plusieurs réformes afin d'aider les producteurs africains. Leurs demandes principales portaient sur la suppression des soutiens versés par les pays développés à leurs producteurs, le versement des compensations financières aux producteurs africains tant que cette décision n'était pas prise et l'exclusion du coton des discussions agricoles afin qu'il fasse l'objet de négociations à part entière.

Lors du Sommet de septembre 2003 à Cancun, les pays membres ne prirent aucune décision à ce sujet. Ce fut d'ailleurs une des raisons principales de son échec. A Hong Kong en décembre 2005, par contre, l'OMC s'est engagée à ce que la baisse des soutiens internes soit plus rapide et plus importante pour le coton que pour les autres produits. Mais il restait encore à négocier l'importance de cette baisse ainsi que les échéances. Afin d'aboutir à une décision finale, une position commune des différents membres du Conseil général, organe de décision suprême de l'OMC, est nécessaire, ce qui risque de compromettre le caractère rapide de cette décision.

En outre, les 149 pays de l'OMC ont négocié un meilleur accès aux marchés des pays riches pour le coton africain. Mais les ONG rappellent que les États-Unis restent totalement fermés, étant donné que leur propre marché est déjà saturé. Elles posent la question de savoir où se situe l'avantage pour les pays africains. Aujourd'hui, un sous-comité du coton a été créé afin d'étudier de plus près le document du C4. Malgré le soutien de nombreux États, aucune décision définitive n'a encore été prise.

Le Secrétariat de l'OMC supervise néanmoins, avec l'aide de donateurs bilatéraux et institutions multilatérales, des projets et programmes relatifs au coton. Plusieurs auraient des résultats notables ce qui marquerait une légère avancée. Cependant, tant que des décisions sur les financements internes des pays développés ne seront pas prises par les pays membres, les producteurs africains resteront dans l'impasse.

**Emmanuel de Solère
et Olivia Danis**

(InfoSud)

**Pascal Lamy, directeur général
de l'OMC, après l'échec...**
Photo : Reporters.



Mali/USA Agriculteurs unis contre les subventions

Fousseni Traoré

(InfoSud – Syfia)

A l'Organisation mondiale du commerce, les négociations sur la libéralisation des échanges ont été prématurément suspendues le 24 juillet. Presque simultanément, des producteurs de coton américains, en visite au Mali, condamnaient le système de subventions actuel et tentent désormais de peser sur la loi agricole de leur pays.

La déclaration ressemble à s'y méprendre à un mea culpa : "Je suis parmi les agriculteurs qui bénéficient des subventions, mais je reconnais que ces paiements ont des impacts négatifs aussi bien sur les producteurs que nous avons visités ici que sur l'économie rurale de mon pays".

Gary Melander, producteur américain du Kansas, fait partie d'un petit groupe d'agriculteurs qui a sillonné le Mali à la mi-juillet, sur invitation d'Oxfam America, une organisation internationale de développement et d'aide humanitaire.

Cinq jours durant, ces agriculteurs ont visité les villages, les champs et les usines d'égrenage pour se rendre compte des conditions dans lesquelles travaillent et vivent les producteurs de coton et leurs familles. Autant d'échanges qui leur ont permis de mieux se rendre compte des menaces qui pèsent sur le métier de fermier en Afrique. Sur ce continent, des millions de petits producteurs vivent de la culture du coton. Disposant souvent seulement de 2 à 3 hectares, ils ne bénéficient d'aucune subvention, leurs États n'en ayant pas les moyens.

"Témoigner des souffrances de leurs pairs africains"

Tout le contraire des États-Unis, où cette même culture est l'affaire de quelques riches agriculteurs fortement subventionnés. Selon Oxfam, les USA accordent chaque année 3,2 milliards de \$ (plus de 2,5 milliards d'€) de subventions à leurs 25 000 producteurs, auxquels s'ajoutent 1,6 milliard de \$ d'aides à l'exportation. Des mesures qui ont pour effet d'entraîner une surproduction et de tirer vers le bas les prix sur le marché international. En l'espace de deux ans, au Mali, le prix du kilo de coton graine acheté aux paysans a ainsi baissé de près de 1/4, passant de 210 Fcfa (0,32 €) en 2004 à 160 Fcfa (0,24 €) pour la campagne qui commence.

"Nous voulons qu'il n'y ait plus de subventions, afin de nous retrouver à chances égales sur le marché", clame Soloba Mady Kéïta, président du Syndicat des producteurs de coton de Kita (SPCK), au Mali. "Nous comptons sur les producteurs qui ont fait le déplacement des États-Unis pour témoigner des souffrances de leurs pairs africains auprès du public et des autorités américaines pour faire avancer notre lutte", reprend le Burkinabé François Traoré, président de l'Association des producteurs de coton africain (Aproca).

Loi et débats

Les visiteurs occidentaux se disent "plus que jamais convaincus de devoir agir pour mettre fin à cette injustice qui empêche les producteurs africains de vivre dignement de leur labeur". "Nous cherchons à faire changer le système actuel de subventions pour arrêter les paiements liés directement à la production pour plutôt soutenir la conservation de l'économie familiale rurale", détaille Jim French, agriculteur dans le Kansas et animateur en chef de la campagne aux États-Unis.

Avec le récent échec des négociations du cycle de Doha à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les débats sur le *Farm Bill* (loi agricole américaine) qui ont débuté cette année et doivent s'achever en 2007, un an avant la prochaine élection présidentielle, prennent en effet une importance accrue. "Démontrer que des électeurs clés comme des producteurs américains soutiennent la réforme des subventions aussi bien dans une perspective nationale qu'internationale est essentiel pour apporter le changement", soutient Sally Baden, conseillère politique du secteur coton à Oxfam international. Le Congrès et l'administration Bush seront-ils sensibles aux pressions des producteurs américains et africains qui font désormais front commun ?